

CAMERA DEI DEPUTATI Doc. XII-ter N. 4

ASSEMBLEA DELL'UNIONE DELL'EUROPA OCCIDENTALE ASSEMBLEA INTERPARLAMENTARE EUROPEA DELLA SICUREZZA E DELLA DIFESA

I parte della 54^a Sessione ordinaria
(Parigi, 3-5 giugno 2008)

Raccomandazione n. 819 ⁽¹⁾

Procurement della difesa in Europa ⁽²⁾

Trasmessa il 30 giugno 2008

L'ASSEMBLÉE,

(i) Considérant la situation actuelle du marché européen des équipements de défense (MEED), caractérisé par la dispersion, la fragmentation et la duplication;

(ii) Notant les efforts passés et présents en vue de réformer, consolider et rationaliser le MEED, notamment dans les secteurs de l'aéronautique, de l'espace et de l'électronique de défense;

(iii) Considérant qu'il est nécessaire d'intensifier ces efforts dans les domaines maritime et terrestre;

(iv) Soulignant le rôle central des Etats européens dans l'organisation du MEED, en tant que producteurs et acheteurs d'équipements de défense;

(v) Rappelant que la quasi-totalité des investissements industriels et des achats d'équipements de défense sont concentrés dans un petit nombre de grands et de moyens Etats européens;

(vi) Rappelant que le Royaume-Uni, la France et l'Allemagne représentent 70% des investissements en matière de recherche et technologie de défense;

(vii) Considérant en conséquence que les Etats concernés ont la responsabilité principale dans l'organisation, le renforcement et le développement du MEED;

(viii) Soulignant le rôle essentiel des entreprises européennes de défense dans

⁽¹⁾ Adoptée par l'Assemblée le 4 juin 2008, au cours de sa 2e séance plénière.

⁽²⁾ Exposé des motifs: voir rapport présenté au nom de la Commission technique et aérospatiale par M. Edward ÓHara, président et rapporteur (Royaume-Uni, Groupe socialiste), Document 2005.

le renforcement et le développement de la base industrielle et technologique de défense européenne (BITDE);

(ix) Soulignant leur apport majeur en matière d'innovations et de progrès dans le secteur de la défense, qui profitent aussi au secteur civil de l'économie en créant des emplois qualifiés en Europe;

(x) Notant la place importante, aux côtés des grandes sociétés, des petites et moyennes entreprises (PME) du secteur, notamment celles qui ont des capacités spécialisées dans le secteur des technologies de pointe;

(xi) Considérant la dépendance de ces entreprises par rapport aux programmes d'acquisitions d'équipements de défense et de modernisation des forces armées des Etats européens;

(xii) Soulignant la dimension globale des entreprises européennes d'équipements de défense confrontées à la compétition internationale;

(xiii) Soulignant l'importance de la conduite à terme et dans les délais des programmes nationaux et européens, afin d'éviter des charges supplémentaires pour les entreprises et des surcoûts qui ont aussi des effets négatifs sur les perspectives à l'exportation des équipements de défense européens;

(xiv) Considérant les barrières qui existent encore entre les Etats européens, en dépit des décennies de coopération, en matière de transparence des marchés publics de d'équipements de défense et de transferts de technologies de défense;

(xv) Notant les projets de directives en préparation par la Commission européenne sur les marchés publics des équipements de défense et sur les transferts intracommunautaires d'équipements et de technologies de défense;

(xvi) Considérant le caractère dual d'équipements et de technologies de défense qui ont des des applications en matière de sécurité;

(xvii) Rappelant sa Recommandation n° 803 sur l'Agence européenne de défense (AED) et le rôle de celle-ci dans la supervision du Code de conduite volontaire sur les acquisitions de défense et du

Code de bonnes pratiques dans la chaîne d'approvisionnement applicables aux Etats membres participants qui les ont souscrits;

(xviii) Considérant qu'en matière de législation communautaire sur les marchés de défense, la Commission européenne doit prendre en compte l'article 296 du Traité instituant la Communauté européenne ainsi que les spécificités des équipements de défense qui ne sont pas des marchandises de droit commun;

(xix) Considérant que du fait que les questions de la défense européenne relèvent davantage de la coopération intergouvernementale, il serait logique et souhaitable que l'Agence européenne de défense soit chargée, en consultation avec la Commission, du suivi de l'application des directives préparées par celle-ci;

(xx) Considérant que si l'Agence doit être au centre d'une politique européenne d'équipements de défense, elle devra établir une relation de travail formelle avec l'Organisation conjointe de coopération en matière d'armement (OCCAR) et avec les agences compétentes de l'OTAN;

(xxi) Considérant la dimension transatlantique du marché européen des équipements de défense;

(xxii) Rappelant le besoin de rééquilibrage du marché transatlantique des équipements de défense;

(xxiii) Notant les progrès qui ont été réalisés en termes d'échanges et de transferts d'informations et de technologies en matière d'équipements de défense entre certains Etats européens et les Etats-Unis;

(xxiv) Notant avec satisfaction l'accroissement des capacités de BAE Systems et d'EADS leur leur rôle grandissant sur le

marché américain des équipements de défense;

(xxv) Considérant que même si cette évolution est positive, elle ne profite pas encore à l'ensemble de la BITDE du fait des restrictions et des limitations qui continuent de s'appliquer à l'accès au marché américain et à la coopération industrielle et technologique avec les Etats-Unis;

(xxvi) Considérant que les démarches bilatérales ou multilatérales entre certains Etats européens et les Etats-Unis pourraient être complétées par une approche européenne commune dont pourrait être chargée l'Agence européenne de défense;

(xxvii) Considérant que le Marché européen des équipements de défense a aussi des implications importantes pour l'emploi, la formation professionnelle et la recherche scientifique, ainsi que pour l'aménagement du territoire et le développement économique général;

(xxviii) Soulignant à ce titre l'importance pour les parlements nationaux d'être informés et de jouer un rôle actif dans ce domaine au profit des intérêts nationaux et européens,

RECOMMANDE AU CONSEIL D'INVITER LES ETATS DE L'UEO, MEMBRES DE L'UNION EUROPÉENNE ET DE L'OTAN, A:

1. Encourager les réformes, les consolidations et la rationalisation dans les secteurs maritime et terrestre de défense, comme cela a été le cas dans le domaine de l'aéronautique, de l'espace et de l'électronique de défense;

2. S'efforcer de conduire à terme, dans les délais prescrits, les programmes nationaux et européens afin d'éviter des charges supplémentaires pour les entreprises et des surcoûts qui ont aussi des effets né-

gatifs sur les perspectives à l'exportation des équipements de défense européens;

3. Prendre des mesures énergiques pour faire disparaître à terme les barrières qui existent encore entre les Etats européens en matière de transparence des marchés publics d'équipements de défense et de transferts de technologies de défense;

4. Envisager que l'Agence européenne de défense soit chargée, en consultation avec la Commission, du suivi de l'application des directives préparées par celle-ci;

5. Veiller à l'établissement d'une relation de travail formelle entre l'Agence européenne de défense d'une part, et l'Organisation conjointe de coopération en matière d'armement (OCCAR) et les instances compétentes de l'OTAN, de l'autre;

6. Oeuvrer conjointement avec nos alliés d'outre-Atlantique, par le biais de l'Agence européenne de défense, à l'abolition progressive des restrictions et des limitations qui continuent de s'appliquer à l'accès au marché américain et à la coopération industrielle et technologique avec ceux-ci;

7. Coordonner une approche européenne commune vis-à-vis des Etats-Unis en ce qui concerne les transferts de technologie et les droits de propriété intellectuelle, tâche dont pourrait être chargée l'Agence européenne de défense;

8. Informer les parlements nationaux et les encourager à jouer un rôle actif dans ce domaine, au profit des intérêts nationaux et européens;

9. Veiller à prendre en compte les intérêts des petits et moyens pays et entreprises, notamment en ce qui concerne le partage de la charge de travail relative aux projets et programmes menés en coopération.

N. B. Traduzione non ufficialeRaccomandazione n. 819 ⁽¹⁾*Procurement* della difesa in Europa ⁽²⁾

L'ASSEMBLEA,

(i) Considerando l'attuale situazione del mercato europeo dei materiali della difesa, caratterizzato da dispersione, frammentazione e duplicazioni;

(ii) Prendendo nota degli sforzi passati e futuri volti a riformare, consolidare e razionalizzare il mercato europeo dei materiali della difesa, in particolare nei settori dell'aeronautica, dello spazio e dell'elettronica per la difesa;

(iii) Considerando l'esigenza di intensificare tali sforzi nei settori marittimo e terrestre;

(iv) Sottolineando il ruolo centrale degli Stati europei nell'organizzazione del mercato europeo dei materiali della difesa, in quanto produttori e acquirenti di materiali della difesa;

(v) Ricordando che quasi tutti gli investimenti industriali e le acquisizioni di materiali della difesa sono concentrati in un piccolo numero di grandi e medi Stati europei;

(vi) Ricordando che Regno Unito, Francia e Germania rappresentano il 70% degli investimenti in materia di ricerca e tecnologia di difesa;

(vii) Considerando quindi che gli Stati interessati hanno la responsabilità principale nell'organizzazione, nel rafforzamento e nello sviluppo del mercato europeo dei materiali della difesa;

(viii) Sottolineando il ruolo essenziale delle imprese europee del settore della difesa nel rafforzamento e nello sviluppo della base industriale e tecnologica della difesa europea;

(ix) Sottolineando l'importante contributo reso da tali imprese in materia di innovazione e progresso nel settore della difesa, che apporta benefici anche all'economia del settore civile in termini di creazione di posti di lavoro qualificati in Europa;

(x) Constatando l'importante ruolo svolto, accanto alle grandi società, dalle piccole e medie imprese (PME) del settore, in particolare quelle che sono dotate di capacità di nicchia nel settore dell'alta tecnologia;

(xi) Considerando la dipendenza di tali imprese dai programmi di acquisizione di materiali della difesa e di ammodernamento delle forze armate degli Stati europei;

(xii) Sottolineando la dimensione mondiale delle imprese europee che producono materiali della difesa rispetto alla concorrenza internazionale;

(xiii) Sottolineando l'importanza della piena e puntuale attuazione dei programmi nazionali ed europei, al fine di

⁽¹⁾ Adottata dall'Assemblea nella seconda seduta del 4 giugno 2008.

⁽²⁾ *Memorandum* esplicativo: v. la relazione presentata per conto della Commissione Tecnica e aerospaziale dall'on. Edward O'Hara, Presidente e Relatore (Regno Unito, Gruppo socialista), Documento 2005.

evitare oneri supplementari per le imprese e costi aggiuntivi che hanno inoltre effetti negativi sulle prospettive di esportazione dei materiali della difesa europei;

(xiv) Considerando le barriere tuttora esistenti tra gli Stati europei, malgrado decenni di cooperazione, in materia di trasparenza delle acquisizioni pubbliche di materiali della difesa e di trasferimenti di tecnologie di difesa;

(xv) Prendendo nota dei progetti di direttive in fase di preparazione da parte della Commissione europea sulle acquisizioni pubbliche e i trasferimenti all'interno della comunità di materiali e tecnologie per la difesa;

(xvi) Considerando il doppio uso di materiali e tecnologie di difesa che hanno applicazioni in materia di sicurezza;

(xvii) Ricordando la sua Raccomandazione 803 sull'Agenzia europea di difesa e il ruolo di quest'ultima nella supervisione del Codice di condotta volontario sulle acquisizioni di materiali della difesa e del Codice di buona prassi nella catena di approvvigionamento che sono applicabili agli Stati che li hanno sottoscritti;

(xviii) Considerando che in materia di legislazione comunitaria sull'approvvigionamento dei materiali della difesa la Commissione europea deve tenere conto dell'articolo 296 del Trattato istitutivo della Comunità europea nonché della specificità dei materiali della difesa che non sono beni di consumo comuni;

(xix) Considerando che le questioni di difesa europea attengono più alla cooperazione intergovernativa e che sarebbe quindi logico e auspicabile che l'Agenzia europea di difesa fosse incaricata di seguire, in consultazione con la Commissione, l'applicazione delle direttive predisposte da quest'ultima;

(xx) Considerando che se l'Agenzia deve essere al centro di una politica europea sui materiali della difesa essa dovrà stabilire un rapporto di lavoro formale con l'Organizzazione per la cooperazione

in materia di armamenti (OCCAR) e con i relativi organismi della NATO;

(xxi) Considerando la dimensione transatlantica del mercato europeo dei materiali della difesa;

(xxii) Ricordando l'esigenza di un maggiore equilibrio del mercato transatlantico dei materiali della difesa;

(xxiii) Constatando i progressi conseguiti in termini di scambi e di trasferimenti di informazioni e tecnologie relativi a materiali della difesa tra alcuni Stati europei e gli Stati Uniti;

(xxiv) Accogliendo positivamente l'incremento delle capacità e il crescente ruolo di *BAE Systems* e *EADS* sul mercato americano dei materiali della difesa;

(xxv) Considerando che malgrado si tratti di uno sviluppo positivo, esso non apporta ancora netti benefici alla base industriale e tecnologica della difesa europea nel suo insieme a causa delle restrizioni e dei limiti che continuano ad essere applicati all'accesso al mercato americano e alla cooperazione industriale e tecnologica con gli Stati Uniti;

(xxvi) Considerando che i contatti bilaterali e multilaterali tra alcuni Stati europei e gli Stati Uniti potrebbero essere integrati da un approccio europeo comune di cui potrebbe essere responsabile l'Agenzia europea di difesa;

(xxvii) Considerando che il mercato europeo dei materiali della difesa ha implicazioni importanti anche sul piano dell'occupazione, della formazione professionale e della ricerca scientifica, nonché per la pianificazione regionale e lo sviluppo economico generale;

(xxviii) Sottolineando a tale riguardo l'importanza, per i parlamenti nazionali, di essere informati e di svolgere un ruolo attivo in questo campo al servizio degli interessi nazionali ed europei,

RACCOMANDA CHE IL CONSIGLIO INVITI GLI STATI DELL'UEO CHE SONO MEMBRI DELL'UNIONE EUROPEA E DELLA NATO A:

1. Incoraggiare le riforme, il consolidamento e la razionalizzazione nei settori della difesa marittima e terrestre, in linea con quanto avvenuto nei settori dell'aeronautica, dello spazio e dell'elettronica per la difesa;

2. Adoperarsi per attuare pienamente e nei tempi previsti i programmi nazionali ed europei, al fine di evitare oneri supplementari per le imprese e costi aggiuntivi che hanno effetti negativi anche sulle prospettive di esportazione dei materiali della difesa europei;

3. Adottare misure energiche che permettano di far infine scomparire le barriere che ancora esistono tra gli Stati europei in materia di trasparenza degli approvvigionamenti di materiali della difesa e trasferimenti di tecnologie;

4. Prevedere di incaricare l'Agenzia europea di difesa di seguire, in consultazione con la Commissione, l'applicazione delle direttive predisposte da quest'ultima;

5. Far sì che sia stabilito un rapporto di lavoro formale tra l'Agenzia europea di

difesa da una parte e l'Organizzazione di cooperazione in materia di armamenti (OCCAR) e gli organismi competenti della NATO dall'altra;

6. Operare congiuntamente con i partner transatlantici dell'Europa, tramite l'Agenzia europea di difesa, al fine di conseguire la graduale eliminazione delle restrizioni e dei limiti esistenti riguardo all'accesso al mercato americano e alla cooperazione industriale e tecnologica con tali partner;

7. Coordinare un'impostazione europea comune rispetto agli Stati Uniti in materia di trasferimenti di tecnologie e diritti di proprietà intellettuale, di cui sia eventualmente incaricata l'Agenzia europea di difesa;

8. Tenere informati i parlamenti nazionali e incoraggiarli a svolgere un ruolo attivo in questo campo, a favore degli interessi nazionali ed europei;

9. Far sì che si tenga conto degli interessi dei paesi piccoli e medi e delle piccole e medie imprese, in particolare per quel che riguarda la condivisione del carico di lavoro relativo a progetti e programmi attuati in cooperazione.